

# CARNET D'OPINIONS

AVEC LE SOUTIEN DE LA FONDATION DE L'ARCHITECTURE ET DE L'INGENIERIE LUXEMBOURG



3

LOGEMENT

« MY HOME IS MY CASTLE » : L'AMOUR DU  
LUXEMBOURGEOIS POUR SA MAISON INDIVIDUELLE

Dr. Robert L. Philippart

La note N°12/2009 de l'Observatoire de l'habitat vient de le confirmer : 95% des Luxembourgeois préfèrent la maison individuelle à tout autre type de logement. La population résidente est majoritairement propriétaire de son domicile. L'IVL regrette l'étalement urbain non bridé, la consommation outrancière d'espace. Avec la centralisation décentralisée, on se rapproche quelque peu du modèle culturaliste de la ville traditionnelle. Les embouteillages et le gaspillage d'énergie et de temps sont contreproductives tant pour l'économie que pour la qualité de vie.

Certes, le goût prononcé de l'individualisme tient sa part de responsabilité dans cette évolution, tout comme la mobilité. Mais la situation, telle que nous la connaissons est le fruit d'une politique volontariste, renouvelée de génération en génération. Le Luxembourgeois si fière de sa maison n'est que responsable en partie de son « amour » pour sa propriété. Il a été carrément formé, éduqué à cette fin.

Les communes rurales confrontées à l'exode vers les villes étaient au bord du gouffre financier. Une population en diminution ne pouvait plus assurer le financement des services à offrir. Les communes rurales allaient rendre des terrains disponibles à la construction, profiter de la tertiarisation de l'économie, et attirer de nouveaux habitants. Les prescriptions d'habiter la commune ou le lieu de son travail furent supprimées au nom de la liberté individuelle.

Des abattements d'impôts ont encouragé l'exode des villes vers les campagnes. Enfin, on cessait de vivre à l'ombre du lieu de travail et pouvait choisir un cadre de vie personnalisé. Des conditions de prêt à l'acquisition de voitures individuelles ont soutenu une mobilité galopante. Ces phénomènes apparus dès la fin des années 1960, ne se sont que greffés sur un terrain déjà amplement préparé d'avance totalement en faveur de l'habitat dans un écrin de verdure.

Le goût de la maison individuelle remonte à la politique sociale du XIXe siècle. Ce goût s'explique aussi par la place que détient l'individu dans une société devenue anonyme suite à la division du travail et aux migrations. L'égalité des chances donne à chacun la liberté de s'affirmer. La dénatalité constatée déjà au XIXe siècle dans les milieux citadins a renforcé la place de l'individu dans la société. Il prend plus de place dans les mentalités, et ce n'est pas un hasard de voir émerger le goût pour la maison individuelle en parallèle avec celui pour le caveau individuel ou familial au détriment de la fosse commune !

La société industrielle d'antan se basait sur des populations rurales migrées vers les centres industriels et d'affaires. Ils furent logés dans des « casernes » aux conditions hygiéniques souvent pitoyables. Ce furent des foyers tant d'épidémies que d'insurrection. Il fallait se pencher sur les questions du logement pour l'ouvrier, l'employé, le fonctionnaire. Catholiques sociaux et libéraux étaient unanimes pour dire que la maison individuelle, centrée sur la famille, entourée de verdure fut le modèle le plus sain à adopter pour loger ces nouvelles couches sociales et de migrants. Ils recopiaient aux échelles sociales leurs propres normes de valeur et modes d'habitat. Le bourgeois vivait dans une réplique en miniature du château de l'aristocrate, l'employé et l'ouvrier



issu des couches rurales de la population devaient se contenter d'un logement rural modernisé. L'accès à cette propriété fut cependant limité aux classes moyennes susceptibles de s'intégrer progressivement dans la bourgeoisie moyenne. D'autre part, il fallait cloquer le travailleur au sol pour mieux stabiliser l'économie. Pour y réussir, il fallait développer un langage architectural capable de persuader le migrant à vouloir s'installer.

La ville industrielle fut donc rapidement décriée comme véritable « monstre ». Elle n'était plus « désirable » aux yeux de ses habitants, respectivement des migrants. Elle devint synonyme de criminalité, de dégénérescence, d'épidémies, de bruits, d'absence d'air, de lumière et de nature. Que recherchent encore aujourd'hui nos compatriotes qui construisent leur « bungalow » dans un pré quelconque ? La Nature. Une image idéalisée de la campagne où le cultivateur est bien celui qui entretient une coulisse. Des études menées par l'Université de Genève ont montré que ce sont ceux qui s'installent dans les campagnes sont les plus résistants à tout changement de leur environnement. Ils s'insurgent contre tout ce qui perturbe leur image idéalisée, poussant de ce fait l'étalement à se poursuivre à grande échelle.

Au XIXe siècle, la réaction contre l'architecture nouvelle des villes s'est organisée autour de mouvements qu'on qualifiait de « régionalistes ». Ils s'opposaient contre une architecture universaliste, interchangeable, qui privait les villes de leur caractère unique, historique et environnemental. Cette architecture universaliste s'exprimait notamment par le néo-classicisme et la néo-Renaissance importée de la Méditerranée vers les pays nordiques. Cette architecture exportée partout dans le monde, symbolisait l'Etat

12

centralisateur, voire même colonisateur. Les régionalistes prônaient un urbanisme et une architecture respectueux du climat, de la topographie, de la flore, du patrimoine historique. Ils regrettaient l'urbanisme reposant sur des axes en perspectives totalement insoucieux du tissu urbain, de la topographie, de l'histoire, de l'environnement. Ils détestaient cet urbanisme ostentatoire qui exposait l'architecture représentative comme joyaux à admirer. L'urbanisme et l'architecture régionalistes, par contre, axés sur la dimension humaine, sur l'homme concret, exprimaient l'aspiration du peuple à plus de démocratie, à davantage de participation aux faits sociaux.

Les architectes et urbanistes régionalistes se sont mis à étudier avec acribie l'architecture mineure, celle des campagnes, celle du Moyen Age, celle de l'homme ordinaire, non pas dans le but de copier l'ancien, mais d'en distiller l'essentiel pour mieux répondre aux questions du moment. Leur constat fut impressionnant : la maison rurale réunissait la famille, habitat et morale, le travail et les loisirs. Elle exploitait au mieux les conditions climatiques, maintenait le lien avec l'environnement naturel et le patrimoine historique. Ils se montraient fascinés par la rationalité de l'espace inventée par le cultivateur pour sa maison. Ils confrontaient ces nouvelles connaissances aux nouveaux matériaux de construction et aux nouvelles normes d'hygiène pour opérer leurs « choix raisonnés » et concevoir la maison moderne, issue de son environnement, la maison unifamiliale du périurbain ! Leur mouvement devait combattre la laideur des villes et leur redonner leur charme type et pittoresque.

Ce modèle fut fortement promu par le Gouvernement, avec en tête Paul Eyschen, Ministre d'Etat. Il fut soutenu par une équipe de personnalités avisées, comme l'architecte de l'Etat,

Charles Arendt, qui recherchait lui-même à définir la maison luxembourgeoise suite à l'étude des « traits essentiels de l'âme luxembourgeoise ». Antoine Hirsch, directeur de l'Ecole d'artisans de l'Etat fut une autre personnalité engagée dans la définition du « Heimathaus ». Le professeur Auguste van Werveke présenta la première « maison luxembourgeoise » en 1904 dans le cadre de l'Exposition nationale de l'artisanat et du commerce. Georges Traus et Nicolas Petit, Jean-Pierre Koenig et Jean Warken sont indissociables du mouvement au Luxembourg. Emile Mayrisch, comme directeur de l'ARBED s'investit beaucoup dans les questions du logement social, et prôna à son tour, la maison individuelle s'inspirant de l'ancien logement rural. Il s'en référa pour la construction des colonies ouvrières. La création du Crédit Foncier en 1906 assurant des crédits pour la construction de logements à prix modérés fut au départ de deux concours, en 1907 et 1909 pour définir la maison du Bon Pays et celle des Ardennes. Paul Eyschen parcourut personnellement les campagnes pour promouvoir la maison individuelle luxembourgeoise. Il fut impressionné par le Colloque tenu en 1909 à Trèves sur le thème du régionalisme en architecture et urbanisme. En 1911 il invita à Luxembourg le Dr Kampffmeyer, secrétaire général de la Gartenstadtbewegung. Emile Hellemans, grand architecte bruxellois, réputé pour son architecture à prix modérés, présenta dans ce cadre ses modèles de maisons pour le Bon Pays, les Ardennes, les régions industrielles du pays. La Gelsenkirchener Bergwerks AG fut la première à construire, au bassin minier, des colonies ouvrières sur le modèle de la cité-jardin.

Or, la « maison luxembourgeoise » ou « Heimathaus » fut plus proche de l'habitat à prix modéré allemand ou belge que de modèles de logement typiquement luxembourgeois et historique.

La maison luxembourgeoise fut donc en quelque sorte un produit d'importation. Le patrimoine historique national ne présentait guère de particularismes architecturaux. Il suffisait donc de s'inspirer de cette architecture régionaliste conçue pour les pays nordiques et répondant aux critères d'un logement pour les classes moyennes. Le mouvement régionaliste fut un mouvement international auquel le Luxembourg se ralliait. Le caractère luxembourgeois lui fut attribué par le recours quasi exclusif à des matériaux de construction locaux et à des fournisseurs autochtones.



13

Or, il serait erroné de croire que ce modèle de ville fut introduit à ce moment uniquement. Le modèle remonte, pour le Luxembourg à 1868, moment où une commission fut en charge de dresser le premier plan d'aménagement de la ville de Luxembourg. Au XIXe siècle, architectes et urbanistes avaient bien compris qu'une ville démunie de ses remparts se dilue dans l'espace à l'image d'une tache d'huile. Ils inventaient une architecture représentative susceptible de traduire la centralité du lieu. Ils comprenaient aussi que les villes ne pouvaient s'étaler sans aucune structuration de l'espace. A nouveau ils se tournaient vers la structure du village pour organiser les nouveaux quartiers. Ils introduisent la voie irrégulière, les constructions librement disposées ou regroupés dans l'espace. Du coup la ville historique et les nouveaux quartiers semblaient fusionner. Ce fut du moins ce que l'on espérait.

Les Gouvernements luxembourgeois de 1867 à 1930 furent proche du mouvement régionaliste aussi sur le plan urbanistique. Ils s'entouraient de personnalités réputées pour leur engagement en faveur de cet « urbanisme vert » : Louis Fuchs et Edouard André furent des ingénieurs paysagistes. Leur aménagement de l'espace se nourrissait dans la peinture du pleinairisme et ils concevaient les parcs comme jardins anglais susceptibles de rendre l'image d'une campagne idéalisée, imitant étangs et cascades, grottes, etc. Victor Jammaer, architecte de la ville de Bruxelles, proche de Charles Buls et régionaliste convaincu approuva en 1873 le plan d'aménagement général de la ville de Luxembourg. L'architecte Jean Baes, réputées pour ses villas en cottage style, fut appelé par le Gouverenement pour prêter main forte à l'aménagement du palais grand-ducal. Joseph Stubben qui œuvrait à son tour à Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Dudelange et Differdange, fut un grand protagoniste de

l'urbanisme régionaliste. Le plan d'aménagement de la ville de 1873 n'est rien d'autre qu'un park estate, inauguré la même année en Grande Bretagne. Il ne fut point un hasard que Luxembourg-ville était caractérisée par des villas entourées de grands jardins et de parcs qui fusionnaient avec le parc de la ville (tant les villas construites au centre même du parc que celles du bd Joseph II donnant sur le parc). Edouard André aménagea tous ces parcs et jardins privées pour qu'ils s'intègrent au mieux au parc que représente tout l'ancien front de la plaine. La ville de Luxembourg de 1873 présente même des traits typiques de la cité jardin trente ans avant Howard Ebenezer ! Ce schéma développé pour la bourgeoisie sera reproduit, avec les adaptations qui s'imposaient pour créer les quartiers résidentiels, les colonies de maisons d'employés et d'ouvriers.

La maison individuelle dans son écrin de verdure, et avec tous les méfaits qu'elle puisse produire, représente bel et bien une tradition au Luxembourg, ce qui explique l'attachement à ce modèle d'habitat promu par l'Etat pendant plus d'un siècle.

